

Campagnac Mathiez et Robespierre

Articles :

Note : Revue d'Histoire et de littérature religieuse, 1912

Revue socialiste, 14 mars 1914 :

A la mémoire de Robespierre (Communiqué)

Le Rappel, 26 mai 1914, Pour le monument de Robespierre

L'Humanité, 28 avril 1919 Société des Études Robespierristes

Journal XIXème siècle, 11 juillet 1919, Pour Robespierre

Humanité 7 août 1919, LE LIBÉRALISME du HAUT ENSEIGNEMENT, Mathiez.

Journal XIXème siècle, 12 mars 1921, Les chroniques du Rappel : Les enfants rouges ; (Souvenirs de février 1848)

Journal XIXème siècle 26 mars 1921, Société des Études Robespierristes

L'Humanité, 12-2-1922, les conférences révolutionnaires

L'Humanité, 9-12-1923, Robespierre 1758 1794

Le Populaire, 15-10-1923, Hommage à Robespierre

Le Populaire, du 13 octobre 1933, enfin la statue de Robespierre à Arras, Amédée Dunois

Le grand historien de la Révolution française Albert Mathiez (1874-1932) est passé par le lycée Ingres à Montauban. J'ai évoqué l'événement dans mon livre sur Léon Cladel en 1991 car j'y parle de l'Affaire Dreyfus telle qu'elle fut vécue dans la ville, et au cœur de cette affaire (qui concernait Cladel indirectement étant décédé avant les faits), il y a l'Affaire Mathiez. En juin 1899, Mathiez a 25 ans et au lycée il apprend qu'un prof, M. Castex, a dit du bien d'un adversaire de Dreyfus, M. Cristiani. Il contre-attaque. Les deux professeurs devront quitter Montauban. Le journal *La Tribune* indique :

« Aujourd'hui que cette enquête est terminée et que les conclusions en sont des plus favorables à M. Castex, nous ne nous croyons plus tenu au silence. Il est donc faux que ce distingué professeur, reconnu d'ailleurs et très estimé à Montauban, ait fait l'apologie de l'attentat plus stupide encore qu'odieux du comte de Cristiani. L'honorable M. Castex, comme tous les bons universitaires de son époque et de son école, n'est point de ceux qui introduisent la politique dans les cours littéraires... »

L'adversaire est nommé par une périphrase : « le lâche imposteur qui avait échafaudé l'affaire de toute pièce ».

Mathiez défenseur de Dreyfus ne fera qu'un passage court à Montauban, ce qui suffira pour marquer à jamais un futur historien, son élève Edmond Campagnac.

C'est dans un article de la revue d'Alphonse Aulard, *La Révolution française* (15-12-1903), où il intervient souvent que Campagnac confie cette note au sujet de son article sur **Petit-Jean, un curé communiste** :

« (1) Puis-je passer sous silence la part prise à la rédaction de cet article par M. Mathiez, mon maître au lycée de Montauban et durant longtemps mon seul conseiller depuis ma sortie du lycée ? C'est avec l'aide de ses conseils que j'ai écrit cette courte étude, dans laquelle j'ai exprimé plusieurs idées qui sont les siennes. Qu'il veuille bien accepter ici mes remerciements, en même temps que l'expression de ma reconnaissance pour tout ce que je lui dois. Il a déjà été parlé du curé Petit-Jean par M. de Robillard de Beaurepaire dans son livre la Justice révolutionnaire à Bourges, mais sans impartialité et trop succinctement, et par M. Lemas dans ses intéressantes *Études sur le Cher pendant la Révolution*; mais celui-ci s'est attaché à narrer simplement l'émeute suscitée par Petit-Jean, sans étudier d'une façon particulière les idées de ce prêtre communiste. »

Il a participé à la revue de Mathiez, *La Société d'études robespierristes* que je n'ai pu consulter. En 1902 Campagnac est indiqué licencié d'histoire et répétiteur au Lycée de Bourges. Son passage dans le Cher le conduira à choisir son sujet de thèse (à moins qu'il n'ait demandé ce département justement pour sa thèse) sur le conventionnel Laplanche.

Dans un autre article de la revue *La Révolution française*, au sujet de la langue française enseignée en Alsace, il est présenté ainsi :

« En remplissant pendant les étés 1917 et 1918 une mission dans le coin d'Alsace qui avait été recouvré par la France dès les premiers jours d'août 1914, j'eus le plaisir d'y trouver sous l'habit bleu-horizon, au nombre des professeurs de l'École primaire supérieure de Masevaux, M. Edmond Campagnac. Ses titres l'avaient désigné pour l'enseignement de l'histoire. Il est en effet licencié d'histoire, et un excellent mémoire, soutenu en Sorbonne sur la mission du représentant Laplanche dans le Cher, lui a valu le diplôme d'études supérieures. Oh quels éminents services ont rendus à la France les poilus qui ont enseigné pendant la guerre dans les vallées de la Doller et de la Thur et qu'assistaient dans les écoles de filles quelques institutrices et les vaillantes sœurs de Ribeauvillé. Les enfants s'appliquaient bien afin d'apprendre notre langue et récitaient le plus gentiment du monde des fables de La Fontaine. Après la classe, les garçons entouraient les soldats et la leçon continuait. Au moment où fut signée l'armistice, cette génération de petits Alsaciens qui s'élevait parlait le français de façon courante, avec un petit accent marseillais, puisqu'assez

longtemps le XVe corps avait campé en ces parages. S'il avait été possible d'user de pareille méthode dans le reste de l'Alsace, on n'oserait plus y parler de la Muttersprache.

M. Campagnac, en bon historien, a voulu connaître le passé de la région de Masevaux et surtout il s'est demandé comment jadis y était organisé l'enseignement primaire. Par bonne fortune il a mis la main sur les papiers d'une famille dont les membres ont formé une véritable dynastie de maîtres d'école ou, comme on dira depuis le décret du 29 frimaire an II, d'instituteurs. Les Graff enseignent à Masevaux en 1760 ils y enseignent encore en 1821, serviteurs de tous les régimes qui se sont succédé monarchie absolue, révolution, empire, restauration et c'est en réalité l'histoire de l'enseignement en Alsace pendant près de soixante ans que M. Campagnac nous retrace car les choses se sont passées dans toutes les petites villes alsaciennes comme à Masevaux. Sous l'ancien régime, l'État ne se soucie nullement ni des écoles ni de la propagation de la langue française ce sont les seigneuries ou, pour mieux dire, ce sont, dans l'intérieur de ces seigneuries, les villes qui ont la haute main sur ces écoles école allemande où l'enfant apprend à lire et à écrire l'allemand parfois, comme à Masevaux, école française, entièrement distincte de l'autre et qui passait pour plus distinguée et d'un degré supérieur parfois même école latine. Le décret de la Convention du 29 frimaire an II (19 décembre 1793) veut organiser en Alsace dont les seigneuries ont disparu, comme dans le reste de la France, une école d'État, ayant à sa tête « un instituteur de langue française » nommé par les représentants en mission elle devait d'ailleurs coexister avec l'école locale allemande. L'année suivante, il n'est plus question que d'une seule école dans les villes et villages, l'enseignement y doit être donné en langue française l'idiome du pays ne sera employé que comme un moyen auxiliaire.

C'était la sagesse même mais les hommes et l'argent manquèrent. Sous le Consulat et l'Empire le maître d'école est sans traitement fixe il est nommé directement par le sous-préfet, instrument docile du maire, du curé ou du pasteur, et sa situation n'est guère relevée avec la création de l'enseignement mutuel sous la Restauration. M. Campagnac nous donne un exemple concret qui permet de bien suivre cette évolution. Nous devons le remercier de cette très intéressante étude. »

Christian Pfister. (Août 1926 Nouvelle revue)

Dès 1913 Edmond Campagnac est un des piliers de la Société des Etudes Robespierriennes, aux côtés de Mathiez. Ils lancent la lutte pour qu'il y ait un buste de Robespierre à Arras, plus tard il sera heureux, grâce au talent de Marius Cladel de pouvoir inaugurer enfin ce buste !

Note sur la REVUE D'HISTOIRE ET DE LITTÉRATURE RELIGIEUSE 1912

15. De M. E. CAMPAGNAC, Les débuts de la déchristianisation dans le Cher (Septembre 1793-primaire an I!), avec préface de M. A. MATHIEZ (Paris, Leroux, 1912; gr. in-8, 60 pages. Bibliothèque d'histoire révolutionnaire, VIII). Étude bien documentée, tout à fait curieuse, très instructive sur la psychologie et le rôle des prêtres à cette époque de la Révolution, qu'il s'agisse de ceux qui ont abandonné les ordres pour se faire les pionniers de la liberté, ou bien des assermentés que la déchristianisation amène à se séculariser.

Revue socialiste, 14 mars 1914 :

A la mémoire de Robespierre (Communiqué)

Le comité du Monument Robespierre, qui s'est constitué en mai dernier pour ériger en l'honneur de *l'Incorruptible* un monument digne de lui dans la Capitale, croit devoir informer les républicains que la manifestation récente de Saint-Ouen n'est pas son œuvre, mais celle de la municipalité de cette ville. Ce comité, tout en se félicitant de cette initiative locale, poursuit donc la tâche qu'il s'était tracée et invite tous les bons citoyens à envoyer leur obole, si minime soit-elle, à son secrétaire adjoint, M. Edmond Campagnac, 51, rue Denfert-Rochereau, Paris (V), chargé de centraliser les adhésions et les souscriptions.

Le Rappel 26 mai 1914

Pour le monument de Robespierre

Le Comité du monument Robespierre nous communique la 20ème liste de souscription suivante: Report de la liste précédente, 380 fr. 75 ; MM. Georges Renard, professeur au Collège de France, 5 fr.; Anonyme, 1 fr.; L.-B. Bertaul, à Louviers (Eure), 1 fr.; Gaston Galoin, sous-brigadier des douanes à Paris, 1 fr.; Ludovic Meister, professeur agrégé au lycée Voltaire, 2 fr.; Ludovic Pagès, à Montpellier (Hérault), 5 fr.; Charles Thépénier, employé d'administration à Charenton, 2 fr.; Emile de Munter, commis à l'Assistance publique à Paris, 1 fr.; E. Jardin, commis à l'Assistance publique à Paris, 1 fr.; Demarni, instituteur à Paris, 0 fr. 50; Macuson, instituteur à Paris, 0 fr. 50 ; Leca, adjoint technique à Paris, 0 fr. 50 ; Coti, commis des P. T. T. à Paris, 0 fr. 50; Santarelli, à Saint-Denis (Seine), 0 fr. 50 ; Martini, instituteur à Paris, 0 fr. 50 ; Charles Meyrat, à Montbéliard (Doubs), 5 fr. ; P.-A. Kiersch, professeur à Rotterdam (Hollande), 11 fr.; Maure, professeur adjoint au collège Rollin à Paris, 2 fr.; Risson, professeur agrégé au lycée Voltaire, 10 fr.; Monory, professeur au collège d'Arras, 0 fr. 50 ; Louis, rédacteur aux archives du Pas-de-Calais, 1 fr.; Anonyme, à Besançon, 5 fr.; Chauvenet, professeur à la Faculté des sciences de Besançon, 2 fr. 50 ; Traynard, professeur à la Faculté des sciences de Besançon, 2 fr. 50 ; Marcel Guillorn, professeur au collège de la Rochefoucauld (Charente), 0 fr. 50 ; Robine, professeur d'anglais au lycée du Havre (Seine-Inférieure), 0 fr.

50 ; E. Fournier, professeur à la Faculté des sciences de Besançon, 5 fr.; Bouvard, maître-brasseur 1 fr. Gommegnies (Nord), 1 fr.; Guéry, débitant, Le Quesnoy (Nord), 0 fr. 50 ; Charles Dufour, conseiller municipal, Le Quesnoy (Nord), 1 fr.; Lucien Hibon, cheminot, Le Quesnoy (Nord), 1 fr.; Georges Godet, négociant, Le Quesnoy (Nord), 1 fr.; Fidèle Bailly, cordonnier, Le Quesnoy (Nord), 0 fr. 25 ; Ernest Trouillet, professeur au lycée de Valenciennes, 1 fr.; François Gabas, employé des contributions indirectes, Le Quesnoy (Nord), 0 fr. 50 ; Eugène Frot, affréteur à Montargis (Loiret), 1 fr. (2^o versement); Hambourg, pharmacien à Paris, 0 fr. 50 ; Dintilhac, commis des affaires indigènes à Paris, 0 fr. 50; Jeanne, homme de lettres à Paris, 0 fr. 50 ; Yarinot, avocat à la cour de Paris, 1 fr. ; Chirokov, artiste peintre à Paris, 1 fr.; Matouk, commissionnaire en marchandises à Paris, 2 fr. ; Quénaud, dessinateur lithographe à Paris, 0 fr. 50 ; Gras, contrôleur des contributions indirectes à Paris, 0 fr. 50; Brossier, à Paris, 0 fr. 50 ; Sorbel, directeur, \; bazar à Paris, 1 fr. ; Grenier, cm. ployé de commerce à Paris, 1 fr. ; Berliner, rentier à Paris, 1 fr. ; Magnan, instituteur à Paris, 1 fr. Total des deux premières listes : 466 fr. 50.

Rappelons que les adhésions et souscriptions doivent être adressées à M. Edmond Campagnac. 51, rue Denfert-Rochereau, à Paris. M. Campagnac tient des listes de souscription à la disposition de nos amis.

Le 28 avril 1919 L'Humanité Société des Études Robespierristes

La Société des Etudes Robespierristes a tenu hier son assemblée générale sous la présidence de M. Albert Mathiez, à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales. De l'allocution du président, retenons ce passage : "La première République a péri pour avoir renié ses principes, la seconde pour ne les avoir pas défendus. Aucun danger ne menace la troisième pour peu qu'elle reste fidele à elle-même Qu'attend-elle pour restituer aux Français ces libertés nécessaires que M Thiers réclamait à l'Empire ? »

M. Edmond Lenient, dans une vigoureuse étude, a montré que les principes de guerre que l'on attribue généralement à Napoléon étaient pratiqués couramment avant lui dans les armées révolutionnaires : que le principe de la discipline est dû à Robespierre, le principe de la liaison des armées et la manœuvre de rupture à Hoche, l'emploi de la cavalerie par masses à Ney, etc.

M. Edmond Campagnac a fait connaître un curieux dialogue dans lequel Euloge Scheider fait parler les deux cathédrales de Strasbourg et de Fribourg-en-Brigau, en novembre 1793 : « Je te conjure, ma sœur, dit la cathédrale strasbourgeoise, par les mânes du grand Erwin qui nous créa l'une et l'autre, fais entendre ta voix de tonnerre et appelle à la liberté, les peuples de l'Allemagne ! »

M. Campagnac s'est demandé si, après trois ans, les Allemands auraient enfin entendu l'armée d'Euloge Schneider.

Gustave Rouanet a soumis à une étude critique les passages des Mémoires de Mme Campagnac qui concernent Marie-Antoinette. M. Mathiez a fait connaître

de nouveaux documents inédits qui présentent l'affaire Catherine Théot comme une manœuvre audacieuse contre Robespierre.

Le 7 août 1919 l'Huma publie une lettre de Mathiez et à la fin ajoute cette note:

Daignez agréer. Monsieur le Doyen, l'expression de mes sentiments les plus robespierristes Albert MATHIEZ. !

P.-S: -Rappelons que les souscriptions au monument Robespierre doivent être adressées à M. Edmond Campagnac 51, rue Denfert-Rochereau, à Paris. La liste des souscripteurs paraît dans les Annales

**Journal XIX ème siècle 11 juillet 1919
Pour Robespierre**

Comme nous l'avons déjà annoncé plusieurs fois, un comité s'était fondé, avant la guerre, pour élever à Robespierre, "l'Incorruptible", un monument digne de lui. Parmi les adhérents, on relève, notamment, les noms de MM. Albert Thomas, Gustave Mesureur, Paul-Boncour, Edmond du Mesnil, Marcel Sembat, Léon Archimbaud fils, Henri Roy, André Lebey, Louis Regnault, André, dicteur Raspail etc. M. Edmond Campagnac, secrétaire du comité, propose de reprendre l'œuvre interrompue et reçoit les adhésions 51, rue Denfert-Rochereau.

**Humanité 7 août 1919
LE LIBÉRALISME du HAUT ENSEIGNEMENT**

M. Duguit, doyen de la faculté de droit de Bordeaux, vient de dénoncer à l'inspecteur d'académie, l'institutrice de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde), pour avoir recueilli dans cette commune des souscriptions destinées à l'érection d'un monument à Maximilien Robespierre. A cette occasion, M. Albert Mathiez, professeur à l'université de Besançon, a écrit à son collègue de Bordeaux la lettre ouverte qui suit au nom du comité du monument.

Monsieur le Doyen,

Qu'un homme comme vous, qui enseigne le droit et qui doit, connaître les principes de notre Constitution et le texte de nos lois trouve répréhensible le concours dévoué et désintéressé que donne une institutrice laïque à une œuvre de réparation historique comme la nôtre, c'est déjà ce qui a de quoi étonner tout esprit libre. Mais qu'un professeur se ravale à se faire l'auxiliaire de la police administrative et qu'il défère spontanément au bras séculier, pour délit d'opinion, un autre membre de l'enseignement, voilà ce qui m'aurait paru incroyable si les documents que j'ai sous les yeux n'établissaient pas la matérialité du fait. Votre zèle exagère, Monsieur. Prenez garde. Plus d'un de vos coreligionnaires catholiques tomberait lui-même sous cette accusation de « robespierrisme » qui vous fait frémir ; tel M. André Godard qui a consacré, ces dernières années, à la défense du

grand patriote et du grand socialiste Robespierre, un livre documenté et sincère, le Procès du 9 thermidor.

Mais il est malheureusement trop clair qu'en partant sournoisement en guerre contre Robespierre, vous n'avez nullement éprouvé le besoin de vous renseigner sur cette illustre victime des politiciens thermidoriens qui furent les protecteurs des nouveaux riches et des mercantis et les complices des Bole, des Lenoir et des Toqué de l'époque. C'était inutile pour l'objet, que vous vous proposiez. Si vous n'aviez pas eu le prétexte de la souscription Robespierre, vous auriez trouvé autre chose pour poursuivre de vos persécutions l'institutrice de Saint-Germain-la-Rivière. Le vrai crime de cette jeune fille, je vais vous le dire. Assaillie des visites protectrices et catéchisantes de Mme Duguit, elle a commis un jour l'imprudance de prendre contre elle la défense de Jaurès que celle-ci traitait de mauvais patriote et d'ennemi de la France ! Cela se passait bien avant la souscription Robespierre.

Vous me permettrez de dégager de cet incident assez vilain une symbolique leçon pour tous les socialistes. Les réacteurs associent dans leur haine Robespierre et Jaurès ! Ou plutôt ils n'attaquent Robespierre que par haine pour Jaurès ! Jaurès, qui a écrit, dans sa belle Histoire socialiste, qu'il se serait assis, aux Jacobins, à côté de Robespierre, serait fier d'être associé par delà le tombeau au grand vaincu de thermidor.

Jaurès, Robespierre, ces deux noms sont solidaires désormais devant la démocratie.

Merci, Monsieur, de nous l'avoir rappelé.

Si ç'avait été au seul Robespierre et non pas à Jaurès que s'appliquait votre généreuse indignation, ce n'est pas Mlle Bouquey que vous auriez dû honorer de votre dénonciation, c'est moi-même, votre collègue, qui ai rédigé et signé l'appel qui vous paraît répréhensible. Il est encore temps, Monsieur, réparez, de grâce, cet oubli incompréhensible.

Ne vous acharnez pas sur les complices, frappez l'auteur principal !

Mais faites vite, car bientôt il ne serait plus temps. Je dois vous avouer, en effet, qu'avant même de connaître vos hauts faits, j'avais prié M. René Renoult, vice-président de la Chambre des députés, qui veut bien nous accorder son haut patronage, de faire auprès du ministre de l'instruction publique une démarche pour obtenir l'autorisation de faire circuler nos listes de souscription dans les établissements d'enseignement.

Cette autorisation a été accordée sans difficulté dans de nombreuses circonstances analogues, notamment pour le monument Danton, qui souleva de la part de vos amis les mêmes colères. Le ministre d'alors, M Edouard Lockroy, qui devint plus tard le président d'honneur de notre société, ne se laissa pas émouvoir. Essayez, Monsieur, si vous serez plus heureux que M. Jules Simon et que M. Wallon, qui engagèrent avec M. Àulard, à propos de la statue de Danton, une polémique mémorable.

Il y a pourtant une différence. Jules Simon et Wallon ne dénonçaient pas les institutrices.

Est-ce parce qu'il n'y avait pas encore l'union sacrée ?

Daignez agréer, Monsieur le Doyen, l'expression de mes sentiments les plus robespierristes.

Albert MATHIEZ

P.-S : Rappelons que les souscriptions au monument Robespierre doivent être adressées à M. Edmond Campagnac 51, rue Denfert-Rochereau, à Paris.

XIXème siècle 12 mars 1921 LES CHRONIQUES DU « RAPPEL »

LES ENFANTS ROUGES ; (Souvenirs de février 1848)

"*Ran, plan, plan. Vivent les rouges, à bas les blancs!*. » C'est pour avoir gravé sur un mur ces propos subversifs que Léon Gambetta, âgé de dix ans, fut chassé, en février 1848, du collège ecclésiastique de Montfaucon-du-Lot. Cette anecdote nous est contée par M. de Monzie dans son livre si suggestif : *L'entrée au Forum*. Le récit de M. de Monzie évoque une aventure toute semblable survenue à un autre Quercynol, compagnon de lutte de Gambetta : j'ai nommé Léon Cladel. L'auteur de *Ompdrailles, le Tombeau des Lutteurs*, avait 13 ans en février 1848 et déjà il se plaisait à dire : « Je suis un rouge, moi ! » Il était alors pensionnaire au petit séminaire de sa bonne ville natale : Montauban en Quercy et il languissait dans la géhenne quand la Révolution vint le délivrer. A la nouvelle des événements parisiens, en effet, il s'empressa de sonner le tocsin d'alarme, c'est-à-dire la cloche du cloître pour appeler ses camarades à la révolte contre les jésuites chargés de faire son éducation¹. Ceux-ci, à sa grande joie, le rendirent aussitôt à la famille. Dès lors il fréquenta les clubs montalbanais et s'enfiévrâ de rêves démocratiques.

Venu de bonne heure à Paris, il s'y lia avec Gambetta et ils menèrent ensemble le bon combat contre l'Empire. Tous deux collaborèrent à ***L'Europe de Francfort***, journal alors célèbre, rédigé en France, publié en Allemagne. En 1860, Cladel y donna son feuilleton ***Pierre Patient***, histoire d'un ouvrier philosophe, passionné de propagandisme égalitaire². Le roman parut avec cette annonce anonyme dictée par Gambetta lui-même à un rédacteur du journal : "*L'Europe commence aujourd'hui, un roman inédit, Pierre Patient, dû à une plume jeune et vaillante que la lutte encourage et fortifie. L'œuvre que nous publions appartient à cette école qui, sans dédaigner la forme, ne lui sacrifie pas la solidité de la pensée. Au lieu de chercher à plaire et à amuser à tout prix,*

¹ Ce fait est raconté dans la plus belle nouvelle de Cladel, à la gloire de son grand-père : Zérto en chiffres que vous trouverez à ce le lien : [Emotions autobiographiques](#)

² Ce texte ne sortira en livre qu'en 1883 et à la sortie en revue en 1860, il fut interdit.

même au détriment de la saine morale, l'auteur croit au contraire qu'il convient de donner la préférence et le premier rang aux sentiments politiques, moraux et philosophiques, qui animent les personnages mis en scène. Cette école à nos sympathies parce qu'elle est la seule vraie et qu'elle s'inspire aux pures et puissantes sources de la révolution française."

Gambetta. et Cladel vécurent de belles journées de fraternité politique et littéraire ; Cladel applaudissait aux harangues volcaniques de son compatriote et celui-ci lui rendait bien son amitié. Dans une heure de veine poétique, le tribun n'écrivait-il. Pas :

Si jamais j'étais un margrave
J'aurais un superbe castel
Où logeraient Spuller le brave
Castagnary, Floquet, Cladel, Brrane!. »

Il ne devait pas devenir margrave, le talentueux avocat du procès Baudin³, mais il devait être un haut et puissant seigneur de la République française.

Moins brillante fut la destinée de Cladel, car le métier d'écrivain, auquel il se consacra, ne l'enrichit point, hélas ! Là-bas dans sa maison de Sèvres où il abritait sa pauvreté, poussait une joyeuse nichée qu'il fallait élever. N'aurait-il pas été très humain de rappeler à Léon Gambetta ses promesses d'antan ! Mais Cladel était trop probe, trop fier pour s'abaisser jusqu'à solliciter une sinécure⁴. Ennemi de la politique opportuniste de son ancien compagnon, il se sépara de lui et ce fut en vain que des amis communs essayèrent de rapprocher ces deux hommes.

J'ai entendu raconter par des familiers de Cladel l'anecdote suivante⁵, qui dépeint à merveille la nature intransigeante et fièrement orgueilleuse du maître écrivain. Un jour où Gambetta, président de la Chambre des députés, rentrait en voiture dans sa petite maison de Ville-d'Avray, il rencontra, à la lisière des bois de Meudon, Léon Cladel, suivi de ses chiens. Se rencontrer ainsi, fortuitement, quelle émotion pour ces deux hommes qui avaient eu si longtemps l'un pour l'autre une profonde affection ! Arrêter ses chevaux, descendre de voiture et tendre la main à son compatriote fut l'affaire d'un instant pour Gambetta qui, malgré tout, était un grand cœur ; mais Cladel, inexorable, ne bougea point, refoula au plus profond de lui-même l'émotion qu'il ressentait, refusa la main qui lui était tendue et se contenta de dire à celui qui venait si spontanément à lui : "Va, continue ta route." Puis il rentra chez lui, mélancolique, car il l'aimait toujours, cet « ex-va-nu-pieds", dont les discours l'avaient maintes fois grisé, jadis au Quartier Latin⁶.

³ Député mort sur les barricades de 1851

⁴ A la mort de Cladel sa femme obtiendra un bureau de tabac

⁵ Anecdote souvent reprise par d'autres auteurs.

⁶ Cladel en publiant en 1880 Crête-Rouge, à la gloire de Gambetta, demandera à Delthil s'il était utile de reprendre cet écrit de 1870.

Une telle intransigeance n'est plus de saison, et les hommes de la génération de M. de Monzie la trouveraient un peu ridicule. Mais, peut-être que s'ils avaient eu l'intransigeance d'un Cladel et sa passion de justice sociale, ils se réjouiraient aujourd'hui d'avoir fait œuvre utile, au lieu de regretter, avec le sénateur du Lot, la stérilité de leur jeunesse. Gambetta, Léon Cladel, deux noms à rapprocher malgré les divergences politiques qui les séparèrent. Aujourd'hui, ces deux hommes se retrouveraient prêts à combattre, côte à côte, pour défendre le principe même de la République que certains veulent remettre en discussion ; ils seraient aussi d'accord pour préconiser une politique de clarté française et pour nous mettre en garde contre les menées dictatoriales d'où qu'elles viennent: de droite avec Léon Daudet, ou de gauche avec les admirateurs de Lénine. Edmond CAMPAGNAC.

Journal XIXème siècle 26 mars 1921 Société des Études Robespierriéristes

L'assemblée générale de la Société des études robespierristes aura lieu le lundi 28 mars 1921, à deux heures et demie précises de l'après-midi, à l'Ecole des hautes études sociales, 16, rue de la Sorbonne, à Paris. Ordre du jour: 1° rapports du secrétaire général et du trésorier; 2° M. Dommanget, « Santerre dans l'Oise » ; 3° G. Vauthier, « Une lettre inédite de Benjamin Constant à Bonaparte » ; 4° A. Mathiez, « L'intrigue de Lafayette et des généraux au début de la guerre de 1792 » ; 5° **E. Campagnac, «Une famille d'instituteurs alsaciens sous la Révolution et l'Empire »**. Avis important. — MM. les membres du comité sont priés de se réunir au même endroit à deux heures précises, pour différentes communications du bureau. Nous rappelons à nos sociétaires que le vote par correspondance est admis. Enfermer le bulletin de vote dans une première enveloppe fermée sans indication d'aucune sorte. Placer cette enveloppe dans une autre à l'adresse du président de la Société 16, rue de la Sorbonne, à Paris. Signer lisiblement son nom sur cette enveloppe extérieure.

L'Humanité 12 - 2 1922

Cet article de l'Humanité évoque un état d'esprit chez des historiens français : la révolution de 1917 n'est que la répétition de la révolution française. Ces historiens vont être exclus quelques mois après du PCF en même temps que Raoul Verfeuil à cause de critiques envers la révolution russe. En fait c'était des historiens qui demandaient simplement qu'on n'applique pas à la France les méthodes de l'URSS. J'ai noté cet article à cause du lien entre Mathiez et Campagnac, Mathiez qui a Montauban fut le professeur de Verfeuil et de Campagnac. Aussi pas étonnant si on trouve dans les références le Montalbanais Jeanbon Saint-André et son biographe Levy Schneider. Il n'est pas signé mais on peut supposer que c'est un article de Verfeuil.

Les Conférences révolutionnaires

Elles se poursuivent avec un succès qui ne s'est pas démenti depuis qu'elles furent inaugurées par **Albert Mathiez** avec son remarquable exposé sur les

Préludes de la Révolution. Mathiez nous montra la royauté impuissante, déconsidérée, le clergé et la noblesse ne croyant plus à la légitimité de leurs privilèges, la bourgeoisie, riche, instruite, impatiente, avide de pouvoir s'appuyant sur le peuple ouvrier et paysan. **Dommanget**, avec science, nous exposa le mouvement socialiste sous la Constituante. **Travaux** nous dit la fièvre et l'ardeur révolutionnaire des clubs. **Michon**, le courage civique de Robespierre luttant seul contre les projets de guerre. **Campagnac** nous montra les causes de la dictature jacobine de 1793 et 94 et l'organisation du gouvernement de la Terreur.

Les conférences qui suivront accuseront encore les ressemblances profondes entre la révolution française et la révolution russe. « Jacobinisme et Bolchevisme, a écrit Albert Mathiez, sont au même titre deux dictatures, nées de la guerre civile et de la guerre étrangère, deux dictatures de classe, opérant par les mêmes moyens, la terreur, la réquisition et les taxes, et se proposant en dernier ressort un but semblable, la transformation, de la société, et non pas seulement de la société russe ou' de la société française, mais de la société universelle. »

Les deux dictatures s'appuient sur les classes populaires et toutes deux sont conduites par des transfuges des anciennes classes dirigeantes. Lénine (Wladimir Oulianof) est le fils d'un conseiller d'État en exercice, Tchitcherine est de naissance noble, de même que Robespierre appartenait à une famille de robe et le chevalier de Saint-Just à une famille d'épée.

Les deux dictatures puisent dans la population des villes-et surtout de la capitale leur origine et leur force.

La révolution russe a donné la terre aux paysans, elle a imité en cela la révolution française qui, par la vente des biens nationaux et des biens des émigrés, a constitué la petite propriété paysanne.

On nous dira qu'avant la Révolution de 1789 les paysans français possédaient déjà des terres. Mais ces terres étaient hypothéquées de droits féodaux que la Constituante et la Législative supprimèrent progressivement et dont la Convention extirpa les dernières racines par la loi du 17 juillet 1793, abolissant les droits seigneuriaux, même lorsque les titres primordiaux existaient.

On nous dira encore que les terres d'église et les biens des émigrés furent vendus et non donnés aux paysans français. Nous répondrons que par la loi du 13 septembre 1793 les biens des émigrés furent rendus accessibles aux citoyens les moins fortunés : des lots payables en vingt années, sans intérêt, étaient mis à leur disposition et le Comité de Salut Public recommandait aux communes l'application de la loi, de manière, écrivait-il, que nul ne soit étranger dans la terre qui l'a vu naître et que chacun puisse y avoir une propriété.

Les bolchevistes ont nationalisé les banques, inventorié les coffres des particuliers, versé leurs contenus au compte de la Banque d'Etat fixé à un certain quantum la limite des retraits. Les Jacobins ne se gênaient pas pour réquisitionner les banquiers, mettre les scellés sur leurs caisses, les soumettre à une réglementation rigoureuse et fermer la bourse.

Robespierre, dans sa fameuse déclaration des droits soumise à la Convention en avril 1793, subordonnait la propriété à l'intérêt social, la propriété n'était, selon

lui, que biens garantie par la loi et le droit de propriété était borné comme tous les autres par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

Quand les bolchevistes s'emparent les logements vacants pour y installer les indigents, quand ils obligent les bourgeois au travail forcé, ils restent fidèles au précédents jacobins plus qu'on ne-se l'imagine. "Ne souffrez point, disait Saint-Just, qu'il y ait un malheureux ni un pauvre dans l'Etat ; ce n'est qu'à ce prix que vous aurez fait une Révolution et une République véritable... Obligez tout le monde à faire quelque chose, à prendre une profession utile à la liberté. Quels droits ont dans la patrie, ceux qui ne front rien ? » (8 Ventôse, an II.)

On nous dira encore, la Révolution russe poursuit le communisme ; la Révolution française à maintes reprises a proclamé intangible la propriété privée et décrété la peine de mort contre quiconque proposerait la loi agraire. Mais les événements de 93-94 furent plus forts que la volonté des Conventionnels, issus de la bourgeoisie. Un érudit, Lévy-Schneider, nous a décrit ces cités collectivistes, que le Conventionnel Jean Bon Saint-André organisa à Toulon et à Brest, de véritables usines socialistes, où tous travaillaient pour la Cité ; où tous étaient nourris par la Cité.

La France ne donna-t-elle pas, en 93-94, l'aspect d'un vaste camp retranché, d'une vaste cité collectiviste avec ses réquisitions de blé, ses lois sur le maximum, son organisation de l'armée révolutionnaire chargée de pourvoir à la subsistance des villes ? Babœuf n a-t-il pas écrit que c'est le spectacle de cette France fiévreuse, debout pour la défense du pays et de la Révolution qui lui donna l'idée de son système des égaux ?

D'autres diront encore les bolchevistes furent défaitistes, les Jacobins furent patriotes. Mais, sous l'empire des circonstances, le défaitiste Lénine est devenu le dictateur patriote, défendant son pays et la Révolution contre les Koltchak et les Wrangle.

Et si la Révolution russe et la Révolution française ont vu leurs armées victorieuses, c'est que ces armées étaient stimulées par l'intérêt même des révolutionnaires. Dans la Russie de 1920 comme dans la France de 93, repousser, écraser l'ennemi c'est conserver la Révolution avec tous ses avantages. C'est sa terre, c'est sa liberté, c'est son espoir de bonheur que le peuple va défendre aux frontières. Son patriotisme, c'est son intérêt car son bien-être et son avenir sont en jeu, aussi veut-il vaincre ou mourir. De là l'énergie surhumaine de ces révolutionnaires qui paraissent des géants. De tels exemples ont une haute portée révolutionnaire. Les camarades du Parti ne l'oublieront pas, et ils assisteront nombreux aux dernières conférences de l'U.S.T.I.C.A., qui ont lieu 127, avenue de Clichy, salle Printania.

L'Humanité 9 12 1923

Robespierre 1758 1794

L'inauguration d'une plaque, sur la maison qu'habita, dans une petite rue d'Arras, Maximilien Robespierre, est venue remettre en lumière la figure d'un des grands calomniés de l'Histoire. Sans doute les préoccupations de l'heure présente, l'attente angoissée des événements qui se préparent dans notre tragique Europe d'après guerre, ne sont pas particulièrement favorables à ces

retours sur le passé, mais il convient que le prolétariat n'oublie pas ceux qui se sont voués le servir et qui sont morts pour lui. Robespierre est de ceux-là. Orphelin à six ans, il eut, après de très brillantes études, une entrevue avec J.-J. Rousseau, qui marqua son cœur et son esprit d'une empreinte profonde. Il se voua dès lors, à la défense des déshérités, prenant en mains la cause des bâtards, attaquant en toute occasion les abus du régime féodal. Non pas qu'il fût, comme on l'entend trop souvent dire, une manière de pédant renfrogné, bilieux, ennemi des femmes ; c'était, au contraire, un esprit délicat et enjoué, poète à ses heures, ami de la saine gaîté et sachant apprécier les joies de la vie. Mais ce bel esprit était une conscience, c'est ce que ses ennemis ne lui pardonnent pas. Au moment où s'ouvre la crise révolutionnaire, il a trente et un ans ; bravant les foudres de la censure, il remue l'opinion par de vigoureuses brochures et, par delà la bourgeoisie qui entend faire la révolution à son profit, il se met au service des sans-culottes, comme on appelait alors les prolétaires ; il essaie, par son *Avis aux habitants des campagnes*, de galvaniser les paysans, et, le cahier de doléances des savetiers d'Arras est écrit tout entier de sa main. Tel est l'homme que la confiance des paysans et des artisans envoie siéger aux Etats Généraux. De cette confiance il ne cessera pas un seul instant de se montrer digne, dénonçant en toute occasion l'égoïsme d'une bourgeoisie, qui s'applique déjà à violer les Droits de l'Homme qu'à peine elle vient de proclamer ; il proteste contre l'inique distinction entre citoyens actifs (la classe aisée) et citoyens passifs exclus de la vie politique parce que sans propriété. Avec une singulière hardiesse, il demande l'admission de tous les citoyens dans la garde nationale, c'est-à-dire l'armement du prolétariat. Il s'élève contre la loi martiale par laquelle les classes possédantes entendent maintenir dans l'ordre le peuple affamé, et dès ce moment sa politique tend à diminuer l'extrême inégalité des fortunes. Cette formule a pu depuis devenir celle d'un pâle réformisme. Une époque où la grande industrie n'avait pas encore transformé les conditions de la production et entassé en face d'un capitalisme puissant des masses prolétariennes enfin conscientes de leurs intérêts de classe, alors que les artisans, les paysans se sentaient encore solidaires des bourgeois, contre le monde féodal expirant, elle avait une portée hautement révolutionnaire. Pendant la grande crise Robespierre donne sa mesure comme organisateur du Comité de Salut Public, suivant toutes les affaires importantes, et pour se reposer demandant presque chaque soir aux Jacobins «de calmer les inquiétudes des patriotes et de répondre aux calomnies des malveillants». Grâce à lui, les révoltes intérieures sont bientôt, écrasées, Toulon repris, la frontière dégagée.

Robespierre, qui a toujours répugné au terrorisme sanguinaire et qui n'a accepté les mesures exceptionnelles que comme une cruelle nécessité, songe, alors à pacifier les esprits : pour préparer la fin de la Terreur, il fait voter la Fête de l'Être Suprême, qui doit apaiser les consciences révoltées par les violences hébertistes, et la loi de prairial, destinée à châtier une demi-douzaine de députés corrompus qui, dans quelques provinces, ont déshonoré la Révolution par leurs brigandages et leurs crimes.

Malheureusement le Comité de Salut Public et le Comité de Sûreté Générale voulaient la continuation de la Terreur et, malgré Robespierre, auquel ils refusèrent la révocation de l'accusateur public Fouquier-Tinville, ils firent de cette loi de prairial, qui devait seulement servir à punir quelques représentants sanguinaires, un instrument de nouvelles hécatombes. Il faut y insister contrairement aux affirmations diffamatoires officielles, la Grande Terreur s'est produite au moment où Robespierre avait perdu toute influence au sein des Comités. Epuisé par cinq années de durs combats, il eut le tort d'abandonner un moment la lutte. Quand il voulut la reprendre, ses ennemis s'étaient organisés, et le 9 Thermidor, sans jugement, il fut envoyé à l'échafaud par une coalition où quelques honnêtes gens comme Cambon, Carnot, Barrère, qui regrettèrent plus tard leur funeste erreur, étaient étrangement mêlés à une tourbe de fripons et de terroristes heureux de rejeter sur leur victime la responsabilité de leurs crimes. Quelques camarades affectent, trop souvent un certain mépris pour la Révolution bourgeoise. Babeuf était moins sévère. Il savait que Robespierre, associant étroitement, en pleine crise de 1793, la cause de la Révolution menacée et celle de ces petites gens, ouvriers et paysans, qui avaient tant fait pour elle et qui souffraient atrocement de la cherté de la vie, avait proposé une nouvelle Déclaration des Droits qui mettait en cause l'idée même de propriété et préparait ainsi l'émancipation du Quatrième-Etat «I. La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de biens qui lui est garantie par la loi. II. Le droit de propriété est borné, comme tous les autres,- par l'obligation, de respecter les droits d'autrui. III. Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables. » Jaurès a bien montré la valeur de ce texte qui fut plus tard la Charte des babouvistes puis des socialistes de 1830 « La propriété, dans sa formule, n'est que ce qui reste de la propriété quand la société a exercé son droit antérieur et supérieur, quand elle a prélevé ce qui lui est nécessaire pour assurer la vie de tous, quand elle a enlevé à la propriété toutes les pointes par où elle pourrait blesser autrui. Dire que le droit de propriété ne peut, préjudicier ni à la société, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété des autres hommes, c'est, théoriquement, faire, du droit de propriété, une sorte de suspect contre lequel s'élèvent d'emblée toutes sortes d'hypothèses et de présomptions redoutables, c'est ensuite fonder en droit les vastes expropriations, que les modifications de la vie économique peuvent rendre nécessaires plus tard».

Ce n'est pas le moment de rechercher pourquoi la mémoire de Robespierre, précieusement conservée jusqu'au milieu du 19e siècle par les républicains et les socialistes, a souffert depuis de l'ingratitude d'un peuple oublieux. Les efforts accomplis par Albert Mathiez, les études pénétrantes que ses collaborateurs et lui donnent depuis 15 ans dans une vaillante revue historique, malheureusement trop peu connue, les Annales Révolutionnaires, finiront un jour par rendre à l'Incorruptible le rang auquel il a droit parmi les défenseurs du prolétariat. Alors que tant de médiocrités (pour ne pas dire plus) sont immortalisées dans le marbre ou le bronze, il n'existe à ma connaissance que deux statues de Robespierre : celle de Saint-Ouen, et celle que Lénine (bon juge en matière révolutionnaire) a fait dresser à Moscou devant le Kremlin. Les

organisateurs de la cérémonie d'Arras auraient voulu un hommage plus digne de l'Incorruptible ; l'indifférence du public, l'hostilité des officiels les ont obligés de se contenter pour l'instant d'une simple plaque de marbre. Mais ils n'ont pas renoncé à leur projet d'ériger, dans sa ville natale, l'effigie de Maximilien Robespierre. Ceux de nos camarades qui veulent les aider dans cette tâche et s'associer à la publication (interrompue par la guerre) des œuvres complètes du grand révolutionnaire, n'ont qu'à adresser leur souscription au Citoyen Edmond Campagnac, 6, avenue du Parc de Montsouris G.. A.

Le Populaire 15-10-1923 HOMMAGE A ROBESPIERRE

Lille, 14 octobre.

Aujourd'hui a été inaugurée, sous la présidence de M. Lemelle, maire d'Arras, une plaque commémorative scellée sur la maison située rue des Rabatteurs à Arras, qu'habita le conventionnel Maximilien Robespierre. Le citoyen Rouanet, M. Campagnac, M. Mathiez, professeurs d'histoire, ont rendu un éloquent hommage à la mémoire du célèbre « Incorruptible ».

Le Populaire du 13 octobre 1933 enfin la statue de Robespierre à Arras

Il sera inauguré dimanche prochain à Arras

Pourquoi faut-il qu'Albert Mathiez ne soit plus là?

C'est lui qui eût dû présider aux fêtes robespierristes qu'on prépare pour dimanche à Arras. Il l'avait passionnément appelée de ses désirs, cette érection, aux lieux mêmes où naquit *l'Incorruptible*, d'un monument à sa mémoire. Il en avait été l'artisan infatigable. Il y voyait comme un retour tardif, et qu'il voulait d'autant plus solennel, de justice et de vérité.

Il n'est plus là. Il est mort non pas dans son lit comme un chef militaire qui se respecte, mais à son poste, mais dans sa chaire de Sorbonne, comme il convenait à un vaillant soldat de la Révolution française, à un homme dont toute la vie a été un combat contre l'iniquité, l'ignorance et l'erreur.

Le souvenir d'Albert Mathiez planera sur les fêtes arrageoises et son nom y, sera plus d'une fois prononcé. On ne manquera pas de rappeler qu'il y a dix ans, exactement dix ans, en octobre 1923, Mathiez était déjà à Arras. Avec quelques autres robespierristes de marque, parmi lesquels il y avait notre vieux Gustave Rouanet, notre bon camarade G. Michon, MM. Edouard Campagnac et Gustave Laurent, il y était venu inaugurer une plaque de marbre noir sur la façade de la maison où le jeune Maximilien, avocat, bel esprit et « amant des muses » avait vécu deux années, avant de se rendre à Paris pour y affronter le destin.

Des discours furent prononcés ce jour-là devant la vieille demeure de la rue des Rapporteurs (ou mieux, des Rats-Porteurs). Rouanet fils d'un robespierriste et languedocien de 48, raconta comment c'était lui qui, lentement avait amené Jaurès à rectifier sur le grand conventionnel les jugements appris de ses maîtres d'histoire. Et comment un matin, au cours d'une tournée de propagande, en la chambre d'auberge à Carmaux, sa conviction étant faite, le tribun socialiste

écrivit la page magnifique qu'on peut trouver au tome final de son Histoire de la Révolution, hymne d'action de grâces, si j'ose dire, à la mémoire de Maximilien : "Robespierre était, non un effet, mais une cause. Je ne veux pas faire, à tous ces combattants qui m'interpellent une réponse évasive, hypocrite et poltronne. Je leur dis : Ici, sous ce soleil de juin 93 qui échauffe votre âpre bataille, je suis avec Robespierre, et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins."

Quant à Mathiez, il avait terminé son discours en exprimant l'espoir que le modeste hommage des républicains arrageois ne serait qu'un début et qu'avant peu le monument de Maximilien Robespierre ornerait, dans Arras, une place publique. On élève tant de statues, disait-il, à tant de gloires douteuses qu'il est bien temps qu'on se hâte de réparer enfin une monstrueuse injustice... Reims a déjà donné le nom de Robespierre à un de ses plus beaux boulevards. Si vous tardez, vous pourriez bien être devancés, car Robespierre n'appartient pas seulement à Arras, il appartient à la France, il appartient à l'humanité.

On s'est hâté lentement. Et maintenant on touche au but. Le monument est en place. Dimanche, le voile qui le recouvre sera levé et tandis qu'apparaîtra à nos yeux l'œuvre consciencieuse et forte du bon sculpteur Marius Cladel l'aîné⁷ du grand écrivain socialiste, ce vers d'Hugo nous montera à la mémoire

"La justice est boiteuse, elle vient à pas lents. Mais elle vient..."

Un destin hors série

Tout est singulier dans ce destin de Robespierre, tout y est « hors série ». Quatre courtes années ont suffi au petit avocat de province épris de Rousseau, de roses et d'oiseaux, pour creuser dans l'histoire un sillon qui ne se comblera plus et devenir l'un de ces hommes qui résument une époque, incarnent une idée. Vivant, il eut une popularité sans limites, il fut l'idole du peuple, il exerça une dictature morale fondée sur le prestige de sa vertu. Le peuple, qui reconnaît les siens, lui savait gré de ne l'avoir jamais trompé. Au lendemain de son supplice, un obscur thermidorien écrivait de Laval à Paris : « Dans les sociétés populaires, tous les meneurs étaient pour Robespierre ». Evidemment. Ils étaient pour Robespierre parce qu'ils sentaient bien que le robespierrisme, ce n'était pas une faction parmi les autres, comme les autres : c'était, comme le dira Babeuf, - c'était, au-dessus des factions, la démocratie elle-même.

Quand il fut tombé dans le guet-apens que lui tendirent les terroristes de sac et de corde, les Barras, les Fouché, les Tallien, on fit de l'Incorruptible le bouc émissaire des « crimes » (il y en eut) de la Révolution. C'était un monstrueux mensonge. La Terreur n'a nullement été le fait de Robespierre ; ce sont les circonstances qui l'ont rendue inévitable et nécessaire: il fallait, dans ce terrible corps à corps avec le vieux monde, briser ou être brisé. Il n'est pas vrai que la Terreur ait pris fin, une fois le « tyran » abattu. Elle a continué de plus belle, mais, au lieu des agents de Pitt et de Cobourg, au lieu des prévaricateurs et des concussionnaires, ce sont les « patriotes » qui désormais montèrent à l'échafaud, et par centaines. La contre-révolution se vengeait ! on sait comme elle s'y entend !

⁷ Non il était le cadet, l'aînée était une fille, Judith, mais une fille...

La réaction muscadine fit de Robespierre vaincu, mais encore redouté, un ambitieux vulgaire, ivre de domination. La simplicité démocratique de sa vie fut tournée en dérision. La mort de Danton lui fut imputée ce crime cette mort-là et toutes les autres. On fit semblant d'oublier ses discours contre la peine de mort et qu'au sein des comités, Il avait tant qu'il l'avait pu, pris le parti de l'humanité. La calomnie s'attacha à lui plus qu'à tout autre. Pour le grand public ignorant, il apparut sous la figure d'un cannibale à froid, assoiffé de meurtre et de sang. Mais dans le cœur des jacobins décimés par le couperet ou la mitraille, le souvenir de Robespierre continua de vivre. Autour d'eux, les débordements du Directoire donnaient au 9 thermidor tout son sens ; la chute de Robespierre n'avait pas été seulement la revanche des coquins sur les honnêtes gens ; elle avait marqué la fin de la Révolution, le commencement de la curée abjecte, la prise de possession du pouvoir par le riche. Et Robespierre grandit aux yeux des républicains opprimés, et son nom devint un symbole. Sous le signe de l'Incorruptible se placèrent les « patriotes » qu'indignaient l'immoralité politique du Directoire et la malfaisance sociale des profiteurs. La conspiration de Babeuf « pour l'Egalité » fit son maître et son guide de celui qui avait dit : « Pussions-nous, en scellant notre ouvrage de notre sang, voir au moins briller l'aurore de la félicité universelle ! »

De la Déclaration des droits au Manifeste communiste

Sous l'Empire, sous la Restauration, le robespierrisme se perpétua à la façon d'une religion proscrite, en des cercles de fidèles que traquait la police politique. Quand, sous la monarchie de juillet, le parti républicain se reconstitua, le nom de Robespierre fut à nouveau invoqué. Le projet de Déclaration des droits où le chef jacobin avait consigné sa pensée essentielle devint comme le syllabaire de ceux qui identifiaient République et Réforme sociale, ceux qui comme Godefroy Cavaignac voulaient livrer au jugement du peuple « les propriétés mal acquises et les propriétés exubérantes » ; de ceux qui, comme d'Argenson (sympathique figure d'aristocrate babouviste) résumaient leur programme en deux phrases : « But prochain : égalité des droits politiques ; but final : égalité des conditions sociales ».

C'est par des formules issues de Robespierre et de Babeuf que s'est exprimé en naissant le parti socialiste. Mais l'évolution capitaliste, posant de nouveaux problèmes, allait susciter des formules nouvelles, serrant la réalité de plus près. Le prolétariat allait se détacher des classes moyennes, le parti socialiste se dégagea du parti républicain, et le manifeste communiste prendra peu à peu, dans la conscience des masses, la place qu'y avaient occupée la Déclaration de Robespierre et l'Analyse de la Doctrine de Babeuf.

Réhabilitation par l'histoire

La mémoire de Robespierre subit par contre-coup une éclipse profonde. Les blanquistes du second Empire, qui se cherchaient des ancêtres, mirent assez étourdiment sur le pavois Hebert et l'hebertisme, oubliant du même coup Robespierre et Babeuf. Les trois volumes qu'Ernest Hamel consacra à l'Incorruptible firent l'effet d'une apologie attardée. Ce n'est pas de l'histoire, écrivit James Guillaume. La Troisième République, celle des opportunistes comme celle des radicaux (mais, au fond, n'est-ce pas la même?) s'enticha un

beau jour de Danton. Le dantonisme pénétra à la Sorbonne avec M. Aulard ; il fut enseigné, dans les écoles publiques. Toute la Révolution française parut tenir dans un seul homme, à la fois héros et martyr : Danton.

C'est alors que vint Mathiez. C'est alors que, disciple dissident d'Aulard, il fonda les Annales révolutionnaires et la Société des Etudes robespierristes : il y a de cela vingt-six ans. Mais ce quart de siècle a suffi à cet homme d'érudition et d'action pour donner le coup de grâce à la légende dantoniste (elle ne s'en relèvera pas), dissiper le nuage des calomnies anti-robespierristes et restituer à l'Incorruptible la place que Georges Sand, avec son juste instinct de femme lui assigna un jour, en l'appelant: Le plus grand homme de la Révolution, l'un des plus grands hommes de l'histoire.

Pour nous, socialistes, comment n'applaudirions-nous pas à cette justification par l'histoire? De Maximilien Robespierre à notre Gracchus Babeuf, il n'y a, nous le verrons, qu'un pas. Amédée DUNOIS.